

LES RAPPORTS VILLE/CAMPAGNE DANS LA PERIPHERIE
DE TANANARIVE
OU LE PHENOMENE DE LA BI-POLARISATION D'ACTIVITE

P A R

Martine CAMACHO

Dans les pays en voie de développement l'analyse qui prévaut ces dernières années en matière de relations ville/campagne se réfère principalement aux théorisations de Samir AMIN sur le phénomène de l'échange inégal. Analyse devenue classique, la thèse de l'échange inégal qui lie les pays dépendants dits de la "périphérie" (en général les pays anciennement colonisés) aux pays capitalistes centraux se trouve transposée dans la problématique interne des pays en développement aux deux entités ville et campagne. Selon ce schéma la campagne assimilée à la "périphérie" produit des matières premières agricoles ; elle nourrit ainsi le "centre" qu'est la ville duquel elle reçoit au prix fort les produits manufacturés indispensables à sa production comme à sa consommation. L'analogie est totale ; les campagnes se paupérisent au rythme de l'enrichissement urbain tout comme le "centre" capitaliste qui contrôle la production s'enrichit au gré du pillage organisé des "économies périphériques". L'exode rural sanctionne cette inexorable tendance.

Si le phénomène est totalement vrai pendant les périodes coloniale et néocoloniale du fait de la fluidité des échanges entre les deux pôles et de la cohérence d'organisation des secteurs de la production et de la distribution, la rupture de l'indépendance politique puis les choix formels opérés ensuite ont quelque peu bouleversé les données du problème en particulier dans les pays qui ont

opté pour le socialisme. L'étatisation d'une partie importante du secteur commercial avec la désorganisation des circuits d'import-export jusque là contrôlés par les grandes maisons coloniales représentant localement le capitalisme central, s'est accompagnée d'une chute de production et de l'installation d'une pénurie chronique.

L'échange inégal reposait essentiellement sur une politique de disparité des prix entre produits vivriers - produits d'exportation d'une part, produits agricoles - marchandises manufacturées d'autre part, mais il n'était véritablement possible que par suite d'une parfaite maîtrise de la collecte et des monopoles de distribution. La situation est aujourd'hui radicalement différente. Le contexte actuel est celui d'une gestion des biens rares, pour ne pas dire d'une organisation de la rareté par la bourgeoisie politico-administrative et d'une certaine insolvabilité sur le plan du commerce extérieur. Dans cette nouvelle conjoncture la paysannerie, bien que théoriquement encore plus acculée qu'auparavant à la pauvreté, paradoxalement se "libère" de son rapport antérieur d'absolue dépendance par rapport à la ville.

Une situation tout à fait nouvelle semble s'instaurer dans les relations ville/campagne dans le cas des zones proches des villes. Une classe de paysans-mutants tente de s'adapter au difficile contexte économique. Le phénomène d'exode rural est largement ralenti et l'on assiste au contraire à un repliement sur la campagne d'un certain nombre de néo-citadins qui avaient cru pouvoir réussir socialement en ville.

Une part importante de la population active rurale (essentiellement masculine) s'adonne à une activité salariée citadine. Dans un rayon de 10 à 20 km autour de la capitale (même phénomène pour l'aire industrielle d'Antsirabe), ce sont environ de 30 à 60 % des paysans qui peuvent être qualifiés d'ouvriers-paysans ou d'employés-paysans dans une moindre mesure.

La division sexuelle du travail au niveau de l'unité familiale permet le cumul d'une activité agricole et/ou d'élevage réalisée par les femmes avec l'aide éventuelle de salariés agricoles et d'une activité salariée citadine mensuelle ou journalière réservée au chef de famille. Ce phénomène de flux journalier vers les entreprises ou administrations de la ville voisine fournit aux ouvriers-payans un revenu sinon important du moins stable et régulier qui s'investit pour partie dans le financement de la poursuite d'une activité agricole, pour partie dans les différentes dépenses que l'évolution du contexte socio-économique rend de plus en plus lourdes ; inflation sur le prix des denrées de première nécessité (prix prohibitifs sur le marché noir, seule source d'approvisionnement pour certains produits), besoins nouveaux croissants, en particulier de scolarisation dans l'optique de faire échapper, grâce à la mobilité sociale verticale la génération future au sort de l'actuelle.

Le revenu monétaire tiré de l'activité salariée urbaine du chef de famille s'il permet un petit investissement dans l'agriculture ne débouche cependant pas sur une augmentation nette du volume de production, ni surtout du volume de produits agricoles commercialisés. Ainsi une partie non négligeable de la paysannerie voisine des villes assure la couverture de ses besoins grâce à une participation marginale à l'activité salariée urbaine mais dans le même temps elle se replie de plus en plus sur son économie d'autosubsistance. On peut donc dire qu'elle ne joue plus son rôle par rapport à l'approvisionnement alimentaire de la ville. La ville fournit des revenus, la campagne les utilise mais ne restitue que peu de choses en contrepartie. Par ailleurs une fraction de la paysannerie proche des villes spéculé même sur les difficultés de ravitaillement que connaissent les agglomérations et sur la situation préoccupante de pénurie dans laquelle vivent les citadins ; elle écoule ainsi du riz, du charbon de bois ou tout autre produit de consommation courante à des prix plusieurs fois multipliés eu égard au prix officiel.

Ainsi le système d'échange inégal qui pénalisait traditionnellement la campagne est-il sinon inversé tout au moins quelque peu neutralisé.

Si par suite de l'inflation et des besoins nouveaux créés par la proximité de la ville et l'évolution sociale, la paysannerie ne parvient pas plus qu'auparavant à assurer son auto-suffisance alimentaire sur l'ensemble de l'année, l'hypothèse peut être avancée selon laquelle elle se retrouve souvent somme toute dans une situation économiquement plus enviable, bien que la pénibilité de son quotidien soit plus grande, que la classe des petits salariés urbains. Elle ne connaît pas ou presque la spéculation sur les loyers, hantise des petits salariés urbains, elle peut pratiquer une culture maraîchère d'appoint, un petit élevage, outre l'apport en riz fourni par les quelques ares de rizières mis en culture. Les femmes s'adonnent à des travaux d'artisanat qui amènent un revenu complémentaire. Le travail urbain d'appoint procure un revenu stable. Du fait de la rareté et de la cherté des produits autres que de première nécessité, cette paysannerie ne court même plus le risque, du fait du poids sociologique de la ville proche d'être entraînée à la consommation superfétatoire.

Cette strate paysanne mutante qui de par sa proximité de la ville est celle qui, il est vrai, est normalement destinée à basculer la première dans l'abandon de la campagne et de l'activité agricole résoud à sa manière ses difficultés et la situation de pénurie chronique qui s'est installée dans tous les secteurs. Elle ne migre plus définitivement vers la ville, attirée par un mirage ; elle joue en fait sur les deux "tableaux" elle ne prend de la ville que le complément de revenu indispensable dont elle a besoin et poursuit au terroir ses activités agricoles dont elle se réserve les produits, une fois déduite l'inéluctable rente foncière lorsque les terres cultivées le sont en métayage.

Afin d'étudier dans le détail cette paysannerie périphérique des villes et son rapport avec l'agglomération proche, afin de tester la validité des hypothèses

que nous venons d'émettre, fruits d'observations qualitatives, nous avons choisi de présenter le résultat d'enquêtes menées sur plusieurs terrains d'étude caractéristiques. Dans la zone rurale proche de Tananarive nous avons choisi un échantillon de fokontany situés au Nord-Est, à l'Est et au Sud de la capitale. Nous présenterons quelques monographies détaillées ainsi qu'une sommaire analyse comparative entre le revenu d'un petit salarié urbain implanté en ville et celui d'un autre encore inséré dans le tissu rural.

A partir de ces divers éléments il devrait être possible de conclure ou non à l'opérationnalité des hypothèses de travail avancées sur la base d'observations au départ non systématiques.

1 - PRESENTATION DES DIFFERENTS TERRAINS D'ENQUETE

Avant de présenter l'analyse des renseignements obtenus au travers des différentes observations et enquêtes menées entre 1979 et 1982 sur le thème des relations ville-campagne dans la zone de la capitale, nous allons caractériser les fokontany visités et étudiés. Ils se distribuent selon trois grandes zones géographiques dont le choix a été raisonné en fonction de l'intérêt particulier qu'elles offrent eu égard au thème central de cette recherche. Ces trois zones sont celles du Sud-Est, de l'Est, et du Nord de la capitale.

1.1. La zone du Sud-Est de la capitale

Ce sont les firaisam-pokontany d'Alasora et de Masindray qui ont retenu notre attention. Parmi eux ce sont plus spécialement les fokontany d'Avaratrambony, d'Ampahibato, de Faliarivo et d'Aminampanga qui ont fait l'objet d'enquêtes approfondies.

Situés sur le même axe de route secondaire à partir du siège du firaisam-pokontany d'Alasora ces fokontany s'échelonnent sur un rayon de 5 à 20 km de la ville d'Antananarivo. Ils ont été choisis parce qu'abritant des unités industrielles importantes telles que la papeterie

d'Ambohimambola (PAPMAD), la JIRAMA, etc... tout en ayant une population encore largement concernée par l'activité rurale. Formés de multiples hameaux regroupant de 15 à 30 toits ou *tafo* l'ensemble des fokontany cités présentent une population de l'ordre de 2500 habitants. Les moins de 18 ans forment de 40 à 55, voire 60 % de la population totale. Les enfants en âge de scolarisation sont particulièrement nombreux. La population comme au niveau national est donc extrêmement jeune. Ce fait démographique entraîne pour la population active une charge importante et confère une acuité particulière au problème de l'emploi. Il est sans nul doute une des causes qui amorce, entre autres la salarisation des paysans pauvres et sans terre dans le secteur industriel, artisanal, voire tertiaire.

La population des fokontany étudiés dans la zone du Sud-Est se compose de paysans, d'ouvriers paysans, d'artisans-paysans, de quelques commerçants et d'un faible nombre d'employés de l'administration.

Les paysans, comme ceux qui s'adonnent à la double activité d'artisan-ouvrier ou d'ouvrier-paysan produisent essentiellement du riz pour leur consommation familiale, du maïs, du manioc et des patates ou *voly avotra* qui pallient en période de soudure l'absence de riz et constituent le reste du temps un complément d'alimentation aussi bien pour l'homme que pour les animaux. Les produits agricoles qui font l'objet d'une commercialisation régulière et procurent de ce fait un certain revenu sont dans cette zone l'ensemble des produits maraîchers, l'arachide dans une moindre mesure, l'ananas dans le cas du fokontany de Faliarivo.

Les légumes sont acheminés à pied, par taxi-be ou par camionnette vers le marché de Mandroseza, plus rarement vers le marché de gros d'Anosibe. Le problème du transport et de son coût forme le principal facteur limitant, avec l'exiguité des surfaces cultivées à l'accroissement du volume de produits transférés de la campagne vers la ville.

Il est à noter que le volume de produits commercialisés s'affaiblit à mesure qu'on s'éloigne du centre du firaisana et de la route goudronnée. Pour les fokontany éloignés de Faliarivo et d'Aminampanga, on constate une auto-consommation presque totale. Le lait, les oeufs, le miel font l'objet d'une commercialisation plutôt locale, les citadins venant s'approvisionner au village, les originaires du terroir installés en ville faisant également leur marché au village lors de leur retour hebdomadaire ou mensuel (1).

La structure foncière féodale reste dans toute cette zone extrêmement prégnante accompagnée d'un extrême morcellement de la propriété. Les propriétaires fonciers sont soit présents physiquement sur le terrain soit installés en ville, dans ce cas ce sont les *zanakam-pielezana*. Les terrains de rizières leur appartiennent tous ainsi qu'une partie des collines. Ils confient la mise en valeur de leur terre à des métayers, paysans pauvres ou paysans sans terre. On peut estimer que 80 à 90 % des rizières cultivées connaissent le mode de faire-valoir indirect du métayage assorti de la rente foncière en nature.

Le maraîchage est pratiqué sur des lopins individuels en bordure de rivière ou lorsque le riz a été récolté.

Si les bas-fond sont tous cultivés environ 2/3 des collines restent en friche par manque de capital technique et financier des paysans ou par refus des propriétaires de les prêter ou de les louer. Le reboisement, nécessité vitale pour faire face à l'érosion qui stérilise de plus en plus les sols de *tanety* rencontre l'hostilité des propriétaires fonciers inquiets à l'idée que les arbres drainent ainsi l'eau alimentant traditionnellement les rizières.

(1) A noter que l'élevage bovin, porcin et avicole n'est pratiqué que sur une petite échelle dans cette zone.

L'exiguité des parcelles en métayage, la faiblesse du potentiel productif, la ponction de la rente foncière rendent la récolte parfaitement impuissante à couvrir plus de 3 mois les besoins annuels d'une famille paysanne souvent composée de plus de 7 membres. En conséquence la salarisation permanente ou occasionnelle offre une issue de secours à toute une frange paysanne de plus en plus en voie de paupérisation.

La structure sociale fonctionne à partir d'un pouvoir patriarcal quasi incontesté qui se double d'un pouvoir gérontocratique des *ray aman-dreny* de la communauté villageoise. Le père et les aînés en général gèrent la production et le revenu familial, décident des unions matrimoniales et du partage du patrimoine lignager comme de la poursuite ou de l'interruption des études.

Les jeunes, premiers touchés par le manque de terre et désireux de secouer le carcan de la tutelle des anciens sont ceux qui quittent en plus grand nombre la simple activité agricole pour l'emploi industriel mais aussi pour des activités de tâcherons occasionnels, de cordonnier, de forgeron ou d'employé de maison en ville. Pour la plupart cette migration n'est toutefois que journalière, ils rentrent le soir au village.

Outre la papeterie PAPMAD et la JIRAMA la construction en 1980-1981 du CUR d'Antananarivo a offert à cette population de paysans-ouvriers un volume important de journées d'emploi.

Suivant les fokontany considérés ce sont de 25 à 50 % des paysans qui connaissent une bi-polarisation d'activité à titre permanent, mais de nombreux chefs de jeunes ménages étoffent leur revenu agricole par de petits travaux de construction, de réfection de tombeaux, etc... Rares sont ceux qui accèdent à un emploi dans l'administration et les quelques élus n'occupent que des fonctions subalternes de chauffeur ou de planton.

Le revenu tiré de l'activité salariée est en général faible : de l'ordre de 20 à 25 000 FMG, mais il offre la sécurité de la régularité.

Les activités artisanales sont très développées dans cette zone Sud-Est ; vannerie pour les femmes, (très peu rémunératrice) maroquinerie et menuiserie pour les hommes. Le développement de l'artisanat se heurte à de nombreux problèmes comme la difficulté d'approvisionnement en matières premières, l'écoulement sur le marché, l'exploitation des intermédiaires, ou encore le désintérêt des jeunes pour ce type d'activité.

Face à la pénurie des denrées de première nécessité, le problème du ravitaillement se pose aux paysans. En général un double circuit parallèle et concurrent, celui du *famatsiana* du fokontany et de la KOPAREMA coexistent, exclusifs l'un de l'autre et aux possibilités largement disproportionnées. Pendant les années 1981-1982 de dures pénuries, les KOPAREMA se multiplient bénéficiant de quotas importants de riz afin d'attirer une clientèle politique sinon désintéressée du moins nombreuse au parti gouvernemental de l'AREMA. Le ravitaillement constitue d'ailleurs un des points autour desquels se cristallise la lutte de partis interne aux fokontany et qui semble peu mobiliser l'ensemble de la masse paysanne.

Sont généralement présents dans les fokontany étudiés les partis de l'AREMA, de l'AKFM et plus rarement du MFM.

L'école, l'église sont les institutions autour desquelles, avec le ravitaillement tournent les oppositions politiques.

La localisation quant à la construction des écoles de base ; le contrôle de la paroisse et par là-même de la participation financière des *zanaka am-pielezana* au développement du fokontany polarisent les deux principaux partis rivaux et leurs adhérents dans leurs positions respectives.

La politisation dans les fokontany visités reste cependant de faible ampleur, la recherche des denrées de première nécessité accaparant l'essentiel du temps et de l'énergie de la masse paysanne. Ce sont les notables politiques locaux qui s'affrontent irréductiblement, tandis

que pour le paysan ou l'ouvrier-paysan, l'adhésion au parti gouvernemental n'a le plus souvent d'autre signification que la recherche d'une tranquillité maximum.

Les jeunes sont peu représentés dans les comités exécutifs des fokontany alors qu'ils participent majoritairement à l'animation culturelle et aux différentes commissions de surveillance ou d'entretien qui requièrent des individus vigoureux et disponibles. Sans doute faut-il voir dans le transfert de gérontocratie du pouvoir lignager traditionnel au pouvoir politique local une des causes de la bi-polarisation supérieure d'activité enregistrée parmi les jeunes chefs de famille.

1.2. *La zone Est de la capitale.*

La zone Est est particulièrement intéressante en tant que région-berceau de la féodalité merina. Nombre de princes et de hauts dignitaires de la monarchie ont vu le jour dans les fokontany qui s'échelonnent de part et d'autre de la route Tananarive-Tamatave. La mémoire collective témoigne de l'importance de ces fondateurs du royaume merina et la hiérarchie de castes reste extrêmement vivace dans ce terroir à la population nettement figée dans une stratification sans appel.

Parmi l'ensemble des fokontany étudiés nous en dégageons deux présentant des caractéristiques extrêmes ; Amoronakona et Andranosoa. Le premier se localise à moins de 10 km de la capitale, tandis que le second séparé de la ville par 20 km, est beaucoup plus enraciné dans sa ruralité. L'un est majoritairement peuplé de descendants d'anciens esclaves, déracinés autrefois des terres de leur maître par l'abolition de l'esclavage puis rejetés de villages voisins par suite de saturation démographique. L'autre présente intacte la stratification sociale de type féodal dans laquelle les descendants de la caste aristocratique contrôle rizière et souvent partie des *tanety*. Le rapprochement de deux cas aussi opposés est destiné à mettre en lumière les différentes étapes du processus de passage à la bi-polarisation d'activité des paysans-ouvriers.

